

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 30 octobre 1969, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant approbation de la Convention concernant la coopération administrative et judiciaire dans le domaine des réglementations se rapportant à la réalisation des objectifs de l'Union économique Benélux, et des protocoles additionnels, signés à La Haye, le 29 avril 1969", a donné le 1er décembre 1969 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e oktober 1969 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake de administratieve en strafrechtelijke samenwerking op het gebied van de regelingen die verband houden met de verwezenlijking van de doelstellingen van de Benelux Economische Unie, en van de aanvullende protocollen, ondertekend te 's-Gravenhage op 29 april 1969", heeft de 1e december 1969 het volgend advies gegeven:

Les trois Etats membres de l'Union économique Benelux ont signé jusqu'à présent trois Conventions de coopération administrative et judiciaire ayant trait à des matières particulières. Plutôt que de conclure des Conventions spéciales chaque fois qu'une branche de la législation en rapport avec les objectifs de l'Union économique Benelux leur paraît suffisamment harmonisée, les Gouvernements des trois Etats ont préféré adopter une Convention générale de coopération.

C'est le projet de loi d'assentiment à cette Convention qui est actuellement soumis au Conseil d'Etat. Selon l'article 2 de la Convention, le comité de Ministres désignera, au fur et à mesure, les dispositions légales et réglementaires des trois pays auxquelles s'appliquera la Convention. Il décidera s'il y a lieu d'appliquer certaines dispositions de la Convention et, en particulier, les dispositions du chapitre III "Documents, autorisations, agréments et marques de contrôle", qui ne seront, le cas échéant, appliquées que "dans la mesure et suivant les modalités qu'il (le comité de Ministres) détermine" (article 5).

Inversement, certaines dispositions de la Convention applicables en principe aux dispositions légales et réglementaires désignées par le comité de Ministres, ne le seront pas si le comité de Ministres exclut leur application (article 31).

La compétence ainsi donnée au comité de Ministres aboutit parfois à lui conférer un pouvoir normatif pouvant produire des effets dans des matières jusqu'à présent réglées par le législateur. Il pourra en être ainsi, notamment, lorsque ce comité fixera, en vertu de l'article 5, les

modalités suivant lesquelles les dispositions de l'article 3, alinéas 1er et 2, et de l'article 4 seront applicables.

*

* *

Les décisions du comité de Ministres intéressent la généralité des citoyens. En conséquence, l'article 29 de la Convention prévoit que :

"Les décisions du comité de Ministres prises en vertu des articles 2, 5, 6, 21 ou 31 feront, avant leur date d'entrée en vigueur, l'objet de la publicité nécessaire, par les soins du Gouvernement de chaque pays".

Il y a lieu d'observer que les décisions du comité de Ministres prévues par les protocoles additionnels doivent également être publiées au Moniteur belge lorsqu'elles ont une incidence sur les droits et obligations des citoyens. Il doit en être ainsi notamment des décisions prévues à l'article 1er, chiffres 2 et 3, a et b, et à l'article 13, 2, alinéa 2, du protocole additionnel "portant dispositions propres à la matière des transports".

En raison du fait que, dans certains cas, l'avis émis par la commission spéciale instituée par l'article 2, 1, du protocole additionnel portant dispositions propres à la matière des transports liera les Ministres, les intéressés doivent être à même de vérifier si ces avis ont été régulièrement donnés, notamment en vue d'exercer en connaissance

.../...

de cause le recours prévu à l'article 14 de ce protocole. Il s'impose, dès lors, que le règlement intérieur de la commission spéciale, établi par le comité de Ministres aux termes de l'article 2, 2, du même protocole, soit également publié.

En vertu de l'article 4 : "La commission spéciale détermine, soit d'office, soit à la demande d'un de ses membres, les modalités suivant lesquelles le contrôle s'effectue". La nécessité de publier ces modalités dépendra de leur nature.

Les Gouvernements des trois Etats membres devront évidemment veiller à ce que les décisions du comité de Ministres entrent en vigueur en même temps dans les trois pays.

*

* *

Les dispositions de la Convention relative à la coopération en matière de réglementation des importations, des exportations et du transit, du 16 mars 1961, seront abrogées six mois après la date d'entrée en vigueur de la Convention (article 7 du protocole additionnel relatif à cet objet).

Le protocole additionnel "portant dispositions propres à la matière des impôts" précise les dispositions légales et réglementaires auxquelles s'appliqueront la Convention et le protocole faisant l'objet du présent projet; il supprime donc la nécessité de la désignation par le comité de Ministres prévue par l'article 2 de cette Convention. Il

.../...

n'en est pas de même du protocole "portant dispositions propres à la matière de la réglementation des importations, des exportations et du transit".

En conséquence, les dispositions légales et réglementaires relatives à ce dernier objet devront encore être désignées par le comité de Ministres. Il y aura lieu de veiller à ce que cette désignation se fasse au moment de l'abrogation de la Convention antérieure.

*

* *

Le protocole additionnel "portant dispositions propres à la matière des transports" appelle des observations particulières.

1. L'article 1er, 1, du protocole soumet à son application les lois et règlements qui ont trait à des dispositions tarifaires prises en matière de transport de marchandises par route, dès lors que cette matière a été désignée par le comité de Ministres, conformément à l'article 2 de la Convention, comme relevant de l'application de celle-ci.

Dans cette première hypothèse, toutes les dispositions du protocole sont applicables.

L'article 1er, 2, prévoit que le comité de Ministres peut décider qu'il sera également fait application, en tout ou en partie, des dispositions du protocole, aux lois et règlements désignés en vertu de l'article 2 de la Convention qui ont trait à des dispositions tarifaires relatives à "des transports autres que de marchandises par route".

Selon les explications données au Conseil d'Etat, cette dernière expression vise les transports rémunérés de personnes par route et les transports fluviaux.

.../...

Dans cette deuxième hypothèse, il appartiendra au comité de Ministres de décider si le protocole sera applicable à la matière et, éventuellement, de choisir en toute liberté les dispositions du protocole applicables.

Enfin, l'article 1er, 3, vise les lois et règlements qui seraient désignés en vertu de l'article 2 de la Convention et qui ont trait à des dispositions prises en matière de transport de marchandises par route, autres que les dispositions tarifaires.

Dans cette troisième hypothèse, les dispositions du protocole applicables sont déterminées par le comité de Ministres selon les distinctions prévues aux lettres a et b. L'application de l'article 2 et de la section 1ère, ainsi que l'application des sections 2 à 4, dépendra des décisions prises dans ce sens, le cas échéant après avis du conseil interparlementaire consultatif, par le comité de Ministres.

Il résulte de cette analyse qu'il n'est aucune règle du protocole dont on puisse dire dès à présent qu'elle sera applicable.

En effet, dans les trois hypothèses examinées ci-dessus, il faut une décision préalable du comité de Ministres (article 2 de la Convention). Dans les deuxième et troisième hypothèses, il faudra, en outre, une décision du comité de Ministres déterminant les dispositions applicables.

Si le comité de Ministres prend une décision d'application, les règles du protocole se substituent aux règles de droit interne. La législation belge applicable en la matière sera complétée et, dans certains cas, remplacée par les dispositions du protocole qui se substitueront à elle de plein droit.

2. L'article 8 du protocole donne au ministère public compétent pour exercer les poursuites, ou au juge d'instruction au cas où la loi nationale lui attribue compétence, ainsi qu'à la juridiction de première instance ou d'appel saisie de l'affaire, le pouvoir de retirer au transporteur, à titre de mesure provisoire, la possibilité d'effectuer des transports, dans les cas prévus à cet article.

Les infractions aux dispositions légales et réglementaires en matière de transport rémunéré de personnes ou de choses sont de la compétence du juge de paix ou du tribunal de police (article 30, alinéa 9, de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant revision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles; article 20, § 3, de la loi du 23 juin 1969 relative aux services de taxis; article 10, § 1er, de la loi du 1er août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles).

Ainsi, le pouvoir de prendre les mesures judiciaires provisoires prévues dans l'article 8 précité, sera donc attribué directement par le protocole au ministère public et à la juridiction compétente dans les Etats qui, comme la Belgique, ne possèdent aucune disposition de droit interne attribuant pareille compétence à ces autorités.

Par ailleurs, selon les explications données au Conseil d'Etat, la diversité des législations des trois Etats n'a pas permis de préciser par quelles mesures concrètes serait retirée au transporteur la possibilité d'effectuer des transports. Selon les intentions du Gouvernement, la législation belge prévoyant, en matière de

.../...

transport par route, une autorisation, les mesures judiciaires provisoires prévues consisteraient à suspendre temporairement les effets de cette autorisation.

Ces intentions doivent nécessairement s'exprimer dans un texte qui précisera en même temps les modalités d'exercice de cette compétence. Pareille réglementation peut être établie soit par le législateur, soit par le Roi en vertu des pouvoirs que lui confère la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable.

*

L'article 8, 3, prévoit que la mesure judiciaire provisoire "est susceptible de recours dans les cas et conditions prévus par la loi nationale ...".

Comme cette mesure est grave et qu'en Belgique il n'existe aucun recours de l'espèce, le législateur estimera vraisemblablement devoir l'instituer. Son intervention est, à cet égard, nécessaire, car le Roi ne tient pas ce pouvoir de la loi du 18 février 1969 précitée.

3. L'article 14, 1, du protocole dispose : "Les décisions du Ministre" sont susceptibles de recours "dans les cas et conditions prévus par la loi nationale. Le recours ne peut tendre qu'à l'annulation de la décision. Il n'a pas d'effet suspensif, à moins que la juridiction saisie n'en décide autrement".

.../...

En Belgique, c'est le Conseil d'Etat qui est compétent. La loi du 23 décembre 1946 ne lui permet pas d'ordonner le sursis à l'exécution des actes dont l'annulation lui est demandée.

Selon les explications qui lui ont été données, le Conseil d'Etat pourrait désormais ordonner le sursis à exécution des décisions de retrait qui lui seraient déférées en vertu de l'article 14 précité.

Lors de la procédure parlementaire concernant un projet de loi portant modification des lois relatives au Conseil d'Etat, la commission de l'Intérieur de la Chambre a supprimé, dans le texte voté par le Sénat, une disposition prévoyant que "la section d'administration peut, après audition des parties, ordonner le sursis à l'exécution des actes, règlements et décisions attaqués"(1).

Le protocole tendrait ainsi à donner au Conseil d'Etat un pouvoir sur le principe duquel les Chambres législatives sont encore actuellement divisées.

.../...

(1) Projet transmis par le Sénat, Doc. Ch., 1964-1965, n° 1004-1. Rapport de la commission de l'Intérieur de la Chambre, Doc. Ch., 1964-1965, n° 1004-5.

OBSERVATION FINALE.

L'article unique du projet de loi, qui deviendra l'article 1er si le législateur organise dans la loi le recours dont il a été question ci-dessus, gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

"Sortiront leur plein et entier effet : la Convention concernant la coopération administrative et judiciaire dans le domaine des réglementations se rapportant à la réalisation des objectifs de l'Union économique Benelux et les trois protocoles additionnels à cette Convention portant des dispositions propres respectivement :

- a) à la matière de la réglementation des importations, des exportations et du transit;
 - b) à la matière des impôts;
 - c) à la matière des transports,
- signés à La Haye, le 29 avril 1969".
-

De drie Lid-Staten van de Benelux Economische Unie hebben tot dusver drie Overeenkomsten inzake de administratieve en strafrechtelijke samenwerking met betrekking tot bijzondere aangelegenheden ondertekend. Liever dan bijzondere overeenkomsten te sluiten telkens als het hun voorkomt dat in een tak van de wetgeving met betrekking tot de doelstellingen van de Benelux Economische Unie voldoende overeenstemming bestaat, hebben de Regeringen van de drie Staten de voorkeur gegeven aan een algemene overeenkomst inzake samenwerking.

Nu is 's Raads advies gevraagd over het wetsontwerp houdende goedkeuring van die Overeenkomst. Volgens artikel 2 van de Overeenkomst zal het comité van Ministers geleidelijk de "wettelijke bepalingen der drie landen" aanwijzen waarop de Overeenkomst toepassing zal vinden. Het zal beslissen of er grond is om sommige bepalingen van de Overeenkomst toe te passen, inzonderheid de bepalingen van hoofdstuk III "Documenten, vergunningen, erkenningen en controlemerken", die eventueel alleen zullen worden toegepast "binnen de grenzen en volgens de modaliteiten vastgesteld door dat comité" (artikel 5).

Andersom zullen sommige bepalingen van de Overeenkomst die in beginsel toepasselijk zijn op de door het comité van Ministers "aangewezen wettelijke bepalingen", geen toepassing vinden als het comité van Ministers de toepassing ervan uitsluit (artikel 31).

.../...

Door de bevoegdheid die aldus aan het comité van Ministers wordt verleend, kan dit comité soms een regelende macht toegewezen krijgen die gevolgen kan hebben in zaken die tot dusver door de wetgever geregeld zijn. Dat kan onder meer het geval zijn wanneer het comité op grond van artikel 5 bepaalt volgens welke "modaliteiten" de bepalingen van artikel 3, eerste en tweede lid, en van artikel 4 toepassing zullen vinden.

*
* *

De beschikkingen van het comité van Ministers hebben betrekking op de burgers in het algemeen. Daarom bepaalt artikel 29 van de Overeenkomst :

"Telkens vóór de datum van het in werking treden van een door het comité van Ministers op grond van een der artikelen 2, 5, 6, 21 of 31 genomen beschikking, wordt door de Regering van elk der landen in de nodige bekendmaking voorzien".

Opgemerkt zij, dat ook de in de aanvullende protocollen bedoelde beschikkingen van het comité van Ministers in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt moeten worden wanneer zij een terugslag hebben op de rechten en plichten van de burgers. Dat is onder meer het geval met de beschikkingen bedoeld in artikel 1, cijfers 2 en 3, a en b, en in artikel 13, 2, tweede lid, van het aanvullend protocol "houdende bijzondere bepalingen op het stuk van het vervoer".

.../...

Doordat, in sommige gevallen, het advies van de bijzondere commissie, ingesteld bij artikel 2,1, van het aanvullend protocol houdende bijzondere bepalingen op het stuk van het vervoer, de Ministers zal binden, moeten de betrokkenen in staat zijn na te gaan of die adviezen regelmatig gegeven zijn, onder meer om met kennis van zaken het beroep bedoeld in artikel 14 van dat protocol in te stellen. Derhalve behoort ook het reglement van orde van de bijzondere commissie, dat luidens artikel 2,2, van hetzelfde protocol door het comité van Ministers wordt vastgesteld, bekendgemaakt te worden.

Artikel 4 van hetzelfde aanvullend protocol zegt :
"De bijzondere commissie bepaalt, hetzij eigener beweging hetzij op verzoek van een harer leden, de modaliteiten volgens welke de controle wordt uitgeoefend". De aard van die modaliteiten zal uitwijzen of zij al dan niet bekendgemaakt moeten worden.

De Regeringen van de drie Lid-Staten moeten er vanzelfsprekend voor zorgen dat de beschikkingen van het comité van Ministers in de drie landen gelijktijdig in werking treden.

*
* * *

.../...

Zes maanden na de inwerkingtreding van de Overeenkomst vervalt het Verdrag over de samenwerking inzake de regeling van in-, uit- en doorvoer van 16 maart 1961 (artikel 7 van het desbetreffend aanvullend protocol).

Het aanvullend protocol "houdende bijzondere bepalingen op het stuk van de belastingen" geeft aan op welke wettelijke bepalingen de Overeenkomst en het protocol bedoeld in het onderhavige ontwerp, toepassing zullen vinden ; aanwijzing door het comité van Ministers als bedoeld in artikel 2 van die Overeenkomst is hier dus niet nodig. Hetzelfde geldt niet voor het aanvullend protocol "houdende bijzondere bepalingen op het stuk van de regeling van in-, uit- en doorvoer".

De wettelijke bepalingen betreffende dit laatste onderwerp moeten dus nog aangewezen worden door het comité van Ministers. Er moet op gelet worden dat die aanwijzing geschiedt bij de opheffing van het vroegere Verdrag.

*
* *

In verband met het aanvullend protocol "houdende bijzondere bepalingen op het stuk van het vervoer" zijn een aantal bijzondere opmerkingen te maken.

1. Artikel 1,1, verklaart het protocol van toepassing op de wettelijke bepalingen die betrekking hebben op tariefvoorschriften voor het goederenvervoer over de weg wanneer die door het comité van Ministers overeenkomstig artikel 2 van de Overeenkomst aangewezen zijn als te vallen onder toepassing van die Overeenkomst.

.../...

In dit eerste geval, vinden alle bepalingen van het protocol toepassing.

Artikel 1,2, bepaalt dat het comité van Ministers kan besluiten dat de bepalingen van het protocol, geheel of gedeeltelijk, eveneens van toepassing zullen zijn op de krachtens artikel 2 van de Overeenkomst aangewezen wettelijke bepalingen die betrekking hebben op tariefvoorschriften voor "ander vervoer dan goederenvervoer over de weg".

Naar aan de Raad van State is verklaard, slaat deze laatste uitdrukking op het bezoldigd personenvervoer over de weg en op het binnenvaartvervoer.

In dit tweede geval, zal het comité van Ministers moeten beslissen of het protocol hier toepassing zal vinden en zal het eventueel volledig vrij kunnen bepalen welke voorzieningen van het protocol toepasselijk zijn.

In artikel 1,3, ten slotte, worden de wettelijke bepalingen bedoeld die aangewezen zijn krachtens artikel 2 van de Overeenkomst en betrekking hebben op andere voorschriften voor het goederenvervoer over de weg dan de tariefvoorschriften.

In dit derde geval, bepaalt het comité van Ministers, volgens het onder a en b gemaakte onderscheid, welke voorzieningen van het protocol toepassing vinden. Of artikel 2 en afdeling 1, alsook de afdelingen 2 tot 4 van toepassing zijn, zal afhangen van de beslissingen welke het comité van Ministers in die zin zal nemen, in voorkomend geval na advies van de Raadgevende Interparlementaire Raad.

Uit dit alles volgt dat van geen enkele regel van het protocol nu reeds gezegd kan worden of hij al dan niet toepassing zal vinden.

In de drie hiervoren behandelde gevallen is immers een voorafgaande beslissing van het comité van Ministers vereist (artikel 2 van de Overeenkomst). In het tweede en het derde geval moet het comité van Ministers bovendien beslissen welke voorzieningen toepassing vinden.

Beslist het comité van Ministers tot toepassing, dan komen de regels van het protocol in de plaats van de regels van het interne recht. De desbetreffende Belgische wetgeving zal aangevuld, en in sommige gevallen vervangen worden door de voorzieningen van het protocol die van rechtswege in haar plaats komen.

2. Artikel 8 van het protocol machtigt het openbaar ministerie dat bevoegd is een rechtsvordering in te stellen, of de rechter van instructie voor zover deze daartoe volgens de nationale wet bevoegd is, alsmede de rechtbanken en gerechtshoven waarbij de zaak aanhangig is, om in de gevallen welke het bepaalt, de vervoerder bij wijze van voorlopige maatregel de mogelijkheid tot het verrichten van vervoer te ontnemen.

De overtredingen van de wets- en verordnungsbe-
palingen betreffende het bezoldigd vervoer van personen
of van zaken, vallen onder de bevoegdheid van de vrede-
rechter of van de politierechtbank (artikel 30, negende
lid, van de besluitwet van 30 december 1946 houdende
herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende

het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen; artikel 20, § 3, van de wet van 23 juni 1969 betreffende de taxidiensten; artikel 10, § 1, van de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding).

De bevoegdheid tot het nemen van de in eerdervermeld artikel 8 bedoelde voorlopige gerechtelijke maatregelen zal dus door het protocol rechtstreeks opgedragen worden aan het openbaar ministerie en aan het bevoegde gerecht, in de Staten die, zoals België, geen bepaling van intern recht kennen welke een zodanige bevoegdheid aan die overheden toekent.

Naar aan de Raad van State is verklaard, is het anderzijds wegens de verscheidenheid van de wetgevingen van de drie Staten niet mogelijk geweest nader te bepalen door welke concrete maatregelen aan de vervoerder de mogelijkheid tot het verrichten van vervoer zou worden ontnomen. Aangezien de Belgische wetgeving voor het vervoer over de weg een vergunning eist, zouden de voorlopige gerechtelijke maatregelen er volgens de Regering in bestaan de werking van die vergunning tijdelijk te schorsen.

Dat voornemen moet noodzakelijk tot uiting komen in een tekst die tevens de nadere regelen voor het uitoefenen van die bevoegdheid moet aangeven. Een zodanige reglementering kan worden vastgesteld hetzij door de wetgever, hetzij door de Koning op grond van de bevoegdheid hem verleend door de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg.

Artikel 8, 3, bepaalt dat tegen de voorlopige gerechtelijke maatregel "beroep kan worden ingesteld in de gevallen en op de voorwaarden als bepaald in de nationale wet ...".

Dit is een ernstige maatregel en in België bestaat geen soortgelijk beroep; de wetgever zal wellicht oordelen dat het ingesteld moet worden. Zijn optreden is hier onmisbaar, want eerdervermelde wet van 18 februari 1969 verleent die bevoegdheid niet aan de Koning.

3. Artikel 14, 1, van het protocol bepaalt : "De beslissingen van de Minister ... zijn vatbaar voor beroep in de gevallen en op de voorwaarden als voorzien in de nationale wet. Het beroep kan slechts betrekking hebben op de nietigverklaring van de beslissing. Het heeft geen schorsende werking behoudens andersluidende beslissing van de rechter bij wie de zaak aanhangig is".

In België is de Raad van State bevoegd. De wet van 23 december 1946 machtigt hem niet om de opschorting van de tenuitvoerlegging van de handelingen waarvan de nietigverklaring wordt gevorderd, te bevelen.

Naar aan de Raad van State is verklaard, zou de Raad voortaan de opschorting kunnen bevelen van de tenuitvoerlegging van de beslissingen tot intrekking waartegen krachtens bedoeld artikel 14 mocht worden opgekomen.

.../...

Bij de behandeling van een ontwerp van wet tot wijziging van de wetten betreffende de Raad van State, heeft de Kamercommissie voor de Binnenlandse Zaken in de door de Senaat goedgekeurde tekst de volgende bepaling geschrapt :
"... kan de afdeling administratie, na partijen te hebben gehoord, bevelen de tenuitvoerlegging van de bestreden handelingen, reglementen en beslissingen uit te stellen" (1).

Het protocol zou dus aan de Raad van State een bevoegdheid verlenen over het beginsel waarvan de Wetgevende Kamers het nog niet eens zijn.

SLOTOPMERKING.

Het enig artikel van het wetsontwerp, dat artikel 1 zal worden als de wetgever het hiervorenbedoelde beroep in de wet regelt, kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Volkomen uitwerking zullen hebben : de Overeenkomst inzake de administratieve en strafrechtelijke samenwerking op het gebied van de regelingen die verband houden met de verwezenlijking van de doelstellingen van de Benelux Economische Unie en de drie aanvullende protocollen bij die Overeenkomst, houdende bijzondere bepalingen onderscheidenlijk

- a) op het stuk van de regeling van in-, uit- en doorvoer;
- b) op het stuk van de belastingen;
- c) op het stuk van het vervoer,

ondertekend te 's-Gravenhage, op 29 april 1969".

(1) Ontwerp door de Senaat overgezonden, Gedr. St. Kamer, 1964-1965, nr. 1004-1. Verslag van de Kamercommissie voor de Binnenlandse Zaken, Gedr. St. Kamer, 1964-1965, nr. 1004-5.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : G. VAN BUNNEN,
de Heren :

conseiller d'Etat,
staatsraad,

président,
voorzitter,

Madame : J. MASQUELIN,
Mevrouw : G. CISELET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs : P. DE VISSCHER,
de Heren : M. VERSCHELDEN,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

M. JACQUEMIJN,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. P. MAROY, auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de H.P. MAROY, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) M. JACQUEMIJN.

(s) G. VAN BUNNEN.